

À L'INITIATIVE DU SYNDICAT UGTA

Les travailleurs des ministères haussent le ton

Pas de répit sur le front social. Après le secteur de la santé, c'est au tour de la Fonction publique de renouer avec la contestation sociale. En effet, une coordination des syndicats d'une dizaine de ministères est montée au créneau, décidant de l'organisation d'un sit-in de protestation devant la Direction générale de la Fonction publique.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Dans un communiqué rendu public hier, la coordination des syndicats des ministères de l'Industrie, de la PME et de la Promotion de l'investissement, de la Santé, du Travail et de la Sécurité sociale, de la Poste et des Technologies de l'information et de la Communication, de la Solidarité et de la Famille, de l'Energie et des Mines ainsi que la Fédération nationale des travailleurs de la jeunesse et des sports et les syndicats nationaux des transports et de la solidarité nationale ont fait état de la tenue d'un sit-in par les membres des conseils syndicaux de la coordination devant la Direction générale de la Fonction publique (DGFP) lundi du 3 juin prochain.

Selon le même communiqué, cette action de protestation a été décidée lors de la réunion du 29 mai dernier au siège de la Fédération de la jeunesse et des sports affiliée à l'UGTA. La protestation prévue pour le 3 du mois en cours a pour principal objectif «d'ouvrir les négociations entre la

DGFP et le partenaire social, représenté par la Coordination des sections syndicales et syndicats nationaux des ministères sous l'égide de l'UGTA, en vue de la révision des statuts».

Il s'agit notamment de la «refonte du décret 05-08 portant statut particulier des ouvriers professionnels, des conducteurs automobiles et des appariteurs, la refonte du décret 04-08 portant statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps communs, aux institutions et administrations publiques, l'abrogation de l'article 87 bis, la révision du décret 10-134 instituant le régime indemnitaire des fonctionnaires et administrations publiques».

Les animateurs de cette coordination rejettent par ailleurs, et ce, d'une manière «catégorique», «la dernière augmentation de 10% attribuée aux fonctionnaires» et demandent à ce qu'elle «soit remplacée par une augmentation similaire aux ministères dits de souveraineté».

Cette montée au créneau coïncide avec la dernière mesure prise



Une montée au créneau qui coïncide avec la dernière mesure prise par le Premier ministre.

par le Premier ministre en faveur des travailleurs des corps communs des secteurs de l'éducation nationale et de la santé.

En effet, Abdelmalek Sellal a, dans une instruction adressée au ministère des Finances, ordonné la mise en application d'une nouvelle augmentation salariale au profit des travailleurs de l'éducation, notamment les régimes indemnitaires des corps com-

muns, des travailleurs des corps communs, des ouvriers professionnels, des chauffeurs, des appariteurs et des agents contractuels. Le Snapap a jugé cette augmentation «dérisoire».

Dans un communiqué rendu public à cet effet, le Snapap estime que ce personnel n'a eu droit qu'à 10% du taux global des régimes indemnitaires des institutions et administrations publiques,

comme le stipule l'instruction du Premier ministre sous le n°535 du 25 février 2013.

D'ailleurs, cette organisation syndicale n'a pas hésité à qualifier cette augmentation de «décevante» pour les travailleurs qui l'attendent depuis des années. Elle estime que «la décision du Premier ministre ne répond pas aux attentes des travailleurs».

A. B.

FACILITATIONS BANCAIRES

Plus de 900 000 nouveaux comptes seront ouverts en 2013

Plus de 900 000 nouveaux comptes bancaires devraient être ouverts en 2013. «L'objectif de créer 900 000 nouveaux comptes bancaires en 2013 sera largement dépassé», a assuré le délégué général de l'Association professionnelle des banques et établissements financiers (ABEF).

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Cité hier par l'agence Algérie presse service, Abderrazak Trabelsi s'est refusé, certes, à avancer des chiffres précis, rétif à toute précipitation médiatique avant l'évaluation finale et la présentation officielle des bilans par les banques de la place, attendues dès aujourd'hui.

Néanmoins, le représentant de l'establishment financier évoque un bilan «très positif» du dispositif d'allègement des procédures ban-

caires et en matière d'octroi des crédits d'investissement, lancé depuis le début de l'année sur instruction du Premier ministre.

Selon M. Trabelsi, le bilan de l'activité d'au moins cinq banques publiques, en termes de nombre de comptes ouverts, est en nette amélioration par rapport à l'année précédente. Fin janvier dernier, le ministre des Finances, Karim Djoudi, annonçait déjà que les banques enregistraient un rebond du nombre d'ouvertures de

comptes bancaires après l'application des nouvelles facilitations.

De même, l'on note que les délais d'octroi de crédits d'investissements, tant pour les particuliers que pour les PME, ont été réduits sensiblement, générant des gains

de temps et de coût aux entreprises.

Interrogé, par ailleurs, sur les conclusions du groupe de travail chargé de la question de la dépenalisation de l'acte de gestion, M. Trabelsi s'est contenté d'informer

que le texte élaboré par les banques, la Banque d'Algérie et le ministère de la Justice dans l'objectif de consacrer cette dépenalisation, se trouvait au niveau du gouvernement.

C. B.

PRÉSERVATION DES RESSOURCES GÉNÉTIQUES

Une loi et des textes réglementaires en préparation

Le gouvernement renforce l'arsenal législatif et réglementaire relatif à la préservation et la valorisation du patrimoine génétique algérien.

Cité hier par l'agence Algérie presse service, le sous-directeur de la Protection des patrimoines au ministère de l'Agriculture et du Développement rural, Hamid Hemdani, a indiqué que le gouvernement a adopté, mercredi dernier, un décret fixant le système de qualité des produits agricoles ou d'origine agricole, en tenant compte notamment de l'indication géographique et de l'agriculture biologique. Ce texte vise la préservation et la valorisation des produits agricoles, essentiellement ceux du terroir.

En outre, un projet de loi sur les ressources biologiques, élaboré conjointement par les départements de l'Agriculture et de l'Environnement, devrait être examiné incessamment par le Conseil de gouvernement.

Cet arsenal juridique et réglementaire s'ajoute à l'installation, en mars dernier, du comité sectoriel des ressources géné-

tiques dont la première réunion de travail est attendue prochainement en vue d'élaborer une feuille de route.

En attendant la banque de données

Ce qui «confirme», selon M. Hemdani, la volonté de l'Etat à prendre en charge la question de la conservation des ressources génétiques, en butte au pillage biologique, à de «grandes convoitises de la part de pays étrangers» et à un déficit d'encadrement juridique et de valorisation efficiente.

Notons dans ce contexte que l'Algérie devrait se doter, d'ici à 2014, d'une banque de gènes qui aura pour mission, de conserver et de valoriser le patrimoine génétique végétal, animal et micro-organismes.

Cet instrument sera aussi l'outil d'aide à la décision en matière de sécurité alimentaire à travers des choix stratégiques.

Il s'agit également de mettre en synergie le potentiel humain scientifique et technique et de renforcer les capacités en matière de formation et d'équipements en vue d'une meilleure prise en charge de

la question des ressources génétiques dans son volet recherche et conservation.

Le patrimoine floral compte 4 000 types

Parallèlement à cela, un projet d'inventaire exhaustif de la flore et de la faune sauvage est en cours de lancement par le ministère de l'Agriculture, qui permettra l'évaluation de l'érosion génétique particulièrement en ce qui concerne la flore.

Selon les chiffres disponibles, le patrimoine génétique national est composé, pour la flore seulement, de près de 4 000 types de plantes sans compter les races, les souches animales et les micro-organismes.

Notons que l'essentiel des ressources génétiques adaptées aux conditions agroclimatiques de l'Afrique du Nord se trouve en Algérie.

Il s'agit de ressources déterminantes pour l'avenir de l'agriculture algérienne, compte tenu des changements climatiques qui pourraient entraîner la disparition de souches végétales et animales.

C. B.

PRODUITS ALIMENTAIRES

Les distributeurs demandent un statut

S'estimant lésés par la loi, les distributeurs des produits alimentaires refusent d'être classés comme des grossistes et réclament un statut leur permettant de faire de la distribution directe auprès du détaillant. Mourad Faïdi est distributeur et pourtant aux yeux de la loi, il a le titre de grossiste. Lors d'une conférence de presse animée hier, au siège de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), sur l'approvisionnement en produits alimentaires et les prix pendant le mois de Ramadan, ce commerçant a lancé un appel aux pouvoirs publics pour donner un statut propre au distributeur.

Une solution, souligne l'intervenant, qui permettra de réguler les prix de vente et d'endiguer le phénomène de la spéculation, notamment à l'approche du mois de Ramadan. Actuellement, dit-il, «nous sommes contraints de vendre nos produits uniquement pour les grossistes». Ces derniers, poursuit-il, fixent ensuite des marges bénéficiaires à leur gré. «Le distributeur décide de la politique des prix, ce qui n'est pas le cas des grossistes dont la plupart ne possèdent même pas un registre du commerce», a-t-il ajouté. Par ailleurs, l'UGCAA a rassuré sur la disponibilité des produits de large consommation pendant le mois de Ramadan. «Il n'y a aucun justificatif pour une éventuelle hausse des prix de ces produits», a souligné l'organisation.

S. A.